**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS :** **TCHAD**

**TYPE DE RAPPORT : ANNUEL**

**ANNEE DE RAPPORT :**  **Novembre 2021**

|  |
| --- |
| **Titre du projet : Projet de prévention de la féminisation des modes opératoires des roupes extrémistes au Tchad.****Numéro Projet : 00125642 / MPTF Gateway : IRF-388**  |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”) :** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire :**       | **Type et nom d’agence récipiendaire :**  **PNUD (Agence Coordonnatrice)** **UNICEF** |
| **Date du premier transfert de fonds :** 22 janvier 2021**Date de fin de projet :** 20 juillet 2022 **Le projet est-il dans ses six derniers mois de mise en œuvre ?** Non |
| **Est-ce que le projet fait partie d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**[x]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse [ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire) :** **Agences récipiendaires Budget** PNUD $ 800 000 UNICEF $ 700 000  **Total : $ 1 500 000**Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : **29%** \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\* **Budgétisation sensible au genre :**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes :  **84,23% (US$ 1 263 495,55)**Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes :  **US$ 261 250.** |
| **Marqueur de genre du projet :** **Marqueur de risque du projet :** **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area ») :** * Domaine prioritaire No 2 et particulièrement : (2.2) Gouvernance démocratique ; **(2.3) Prévention/gestion des conflits**.
* Le cas échéant, le résultat de l’**UNDAF** auquel le projet contribue : **Résultat 3 : Gouvernance Paix et Sécurité (Effets 16, 7 et 5)**
* Le cas échéant, **Objectif de Développement Durable** auquel le projet contribue : **ODD 16** (Justice et Paix) et ODD 5 (Égalité des sexes)
 |
| **Préparation du rapport :** Rapport préparé par : Lacina Barro, Point focal PBFRapport approuvé par : Aimé Robeye, chef de l’Unité Gouvernance. Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : OUI |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

**Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel, etc.) *(limite de 1 500 caractères)***

Durant la période couverte par ce rapport (juin à octobre 2021), la phase de contractualisation avec les partenaires est achevée et les activités ont démarré. La planification s’est poursuivie avec l’élaboration des termes de références et la tenue de rencontres de travail et d’information sur le projet au Hadjer Lamis et au Lac.

L’équipe du projet a élaboré les termes de références des activités suivantes :

* une campagne de plaidoyer auprès des personnes influentes,
* une formation des femmes et des jeunes femmes sur l’extrémisme violent, abordant l’équité et l’égalité des genres, le leadership féminin, les méthodes d'approche et de recrutement des groupes extrémistes, la non-stigmatisation des familles associées aux groupes extrémistes ;
* Le dialogue communautaire (intergénérationnel) sur l’égalité du genre,
* la consolidation de la paix, la masculinité construite et le mentorat ;
* Une campagne de sensibilisation sur les droits et la protection des femmes ;
* la rencontre de plaidoyer et de discussions entre les autorités communautaires, les autorités provinciales et celles du niveau central sur la contribution de la femme à la paix dans un contexte d’extrémisme violent.

**Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films *(limite de 1 000 caractères) :***

Au cours des six prochains mois, le projet prévoit accélérer la mise en œuvre des interventions sur le terrain avec la poursuite des activités suivantes :

* Dotation en cash des bénéficiaires identifiés au Hadjer-Lamis et au Lac ;
* L’activité de coaching accompagnement des femmes bénéficiaires du programme de cash revolving dans la sensibilisation au recrutement par les groupes extrémistes ;
* Poursuite des dialogues communautaires (intergénérationnel) sur l’égalité du genre, la consolidation de la paix, la masculinité construite et le mentorat entre les organisations des femmes et adolescentes ;
* Conduite des émissions radios interactives pour la sensibilisation sur la consolidation de la paix, l’extrémisme violent et la prévention des recrutements de femmes ;
* La poursuite de la formation des femmes sur la gestion des activités génératrices de revenus ;
* la formation des équipes médicales locales sur la prise en charge des cas de VBG et la formation des travailleurs sociaux et des gestionnaires de cas afin de renforcer le système de gestion des cas de VBG pour une prise en charge efficace des survivants ;
* la création des espaces amis des enfants et d’autres structures sécurisées pour la prise en charge intégrée des filles et des femmes victimes des VBG au Hadjer Lamis et au Lac, et animés par des travailleurs sociaux formés à cette fin ;

poursuite de la formation et sensibilisation des autorités locales, leaders communautaires, leaders religieux, représentants des femmes et des adolescents sur l’équité, la prévention des VBG, les droits des femmes et leur rôle dans la lutte contre l’extrémisme violent et la cohabitation pacifique, et l’appui aux activités génératrices des revenus et aux programmes de transfert monétaire ciblant les familles des enfants vulnérables, les femmes et les adolescents pour favoriser leur engagement dans la vie sociopolitique et économique et accroître par ricochet leur rôle dans la lutte contre l’extrémisme violent et la consolidation de la paix au niveau communautaire.

**Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. *(Limite de 1 500 caractères) :***

Par rapport au progrès observable au sein de la population cible, il est à signaler qu’au regard des réponses des participantes aux formations et aux dialogues, nous observons un regain de confiance et des recommandations sur les meilleures manières de prévenir les recrutements. Les femmes s’accordent sur le fait que les appuis apportés permettent de de mieux faire prendre conscience du recrutement et de réduire dans le temps le recrutement des femmes. Il est certainement trop tôt pour parler d’un changement structurel, institutionnel ou sociétal. Toutefois, les réactions et la tendance observée entrainera de plus en plus de changement qualitatif dans les communautés cibles en permettant à moyen et long terme de prévenir le recrutement des femmes par les groupes extrémistes. Aussi l’atelier du 2 au 4 Novembre a aussi créé des liens mais aussi une brèche importante pouvant accélérer la prise en compte de l’égalité du genre dans les décisions à caractère politique.

**En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des web links à la communication stratégique publiée. *(Limite de 2 000 caractères) :***

Au cours des différentes activités du projet les participants se sont exprimés notamment lors de l’atelier de consultation sur la contribution de la femme dans un contexte d’extrémisme violent.

**Sur la résolution 1325.** *« Je suis impressionnée par le contenu de la résolution tel qu’il nous a été présenté par représentante du Ministère de la femme. En fait je me rends compte que tout ce que nous discutons sur les problèmes des femmes dans notre Pays a déjà été pensé et inscrit dans la résolution 1325. Nous devons maintenant militer pour qu’elle soit mise en œuvre pour l’avancement des femmes dans notre Pays »* **Mme Baba Sultan** responsable des femmes de Mani.

**Sur la baisse de l’enrôlement volontaire dans les zones assistées** *« Le fait de découvrir à travers l’étude sur les enrôlements volontaires ont diminué dans les zones où divers acteurs ont intervenu, me donne l’espoir que notre action conjuguée et continue va permettre à nos sœurs de ne plus se laisser appâter par ces marchands d’illusions ».* **Mme Bevia Respa,** Responsable des femmes du Lac.

**Sur le fait religieux des adhésions volontaires.** *« Le problème c’est que beaucoup de gens comme dans le cas de notre Province (Lac) apprennent le coran sans en connaitre le moindre sens. Notre rôle en tant qu’imams et enseignants du Coran est donc grand dans la réduction du phénomène. Mais les partenaires hésitent encore à vraiment financer la formation des imams. Et pourtant il faudra un jour traiter le fait religieux en profondeur »* **Mr.** **Mahamat Moustapha** Secrétaire General du Conseil supérieur des affaires islamiques de la Province du Lac.

 Avec l’accélération de la mise en œuvre des interventions au cours des prochains mois, il est espéré que les auteurs de ces opinions et biens d’autres dont les capacités ont été renforcées aideront le projet à agir sur la transformation de la vie des femmes et des jeunes filles. Toutes choses qui permettront de recueillir des témoignages et perceptions encore plus expressives des résultats du projet.

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin : janvier-juin ; pour les rapports de novembre : janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux*

**Résultat 1: Les femmes et les jeunes filles ont davantage de connaissances sur leurs droits, les méthodes d’approche et de recrutement de Boko Haram et s’engagent contre l’enrôlement volontaire dans l’extrémisme violent**

**Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : On track**

**Résumé de progrès :***(Limite de 3 000 caractères)*

**Produit 1.1 : Les méthodes d’approche et de recrutement du groupe Boko Haram et les droits humains sont connues par les femmes et les jeunes filles**

Une étude portant sur les modes opératoires des groupes extrémistes a été conduite par le Cabinet BUCOFORE qui a permis de mieux comprendre la dynamique des méthodes de recrutement des groupes extrémistes dont Boko Haram, et d’affiner davantage la sensibilisation des populations à travers des actions appropriées de prévention et de lutte contre l’extrémisme violent.

L’étude a également mis en exergue les facteurs de vulnérabilité à l’adhésion aux groupes extrémistes (les facteurs socioculturels associés aux rapports de Genre, l’instrumentalisation des facteurs de vulnérabilité associés à l’environnement politique et économique, etc.) par les groupes extrémistes. Les facteurs qui créent un environnement favorable au recrutement par des groupes extrémistes sont de deux ordres, des facteurs directs et indirects. Il y’a ceux qui favorisent la vulnérabilité des populations collectivement dans les zones concernées. A titre d’illustration, c’est l’extrême précarité des populations dans les provinces de Hadjer Lamis et du Lac ; l’instrumentalisation des populations par les groupes extrémistes ; les atrocités commises par leurs combattants et de l’armée. D’autres facteurs sont entre autres, la démission de l’Etat de ses missions ; l’inefficacité de son dispositif de gouvernance ; La corruption des agents de l’état également.

La formation de 245 femmes et jeunes filles (105 au Lac et 140 femmes au Hadjer Lamis) a eu lieu sur la Prévention de l'extrémisme violent, équité et égalité des genres, le leadership féminin, les méthodes d'approche et de recrutement des groupes extrémistes, la non-stigmatisation des familles associées aux groupes armés non étatiques. Les femmes formées se sont engagées à faire les causeries éducatives. Les participantes ont également convenu que le meilleur moyen de lutter contre la féminisation de l’extrémisme violent est la scolarisation des filles, la sensibilisation sur les méthodes et astuces de recrutement, le dialogue intergénérationnel et l’accès équitables aux services sociaux de base ».

***Produit 1.2 : Les autorités administratives et communautaires connaissent les plans alignés avec les résolutions 1325 et 2250 et favorisent la participation communautaire des femmes et leur implication dans la prévention de l’extrémisme violent.***

Une campagne de sensibilisation sur les droits et la protection des femmes a été organisée du 17 au 18 septembre 2021. Cette campagne a touché 82 personnes dont 78 femmes et 5 hommes. Dans le cadre de la préparation de la mise en œuvre du projet, une caravane de sensibilisation a été organisée le 9 octobre 2021 pour mobiliser les communautés, notamment les autorités administratives, les chefs traditionnels, les leaders religieux et groupements féminins, pour un total de 255 personnes dont 150 femmes (60%) touchées.

Trois (3) activités majeures ont été organisées et alignées avec les résolutions 1325 et 2250 et favorisent la participation communautaire des femmes et leur implication dans la prévention de l’extrémisme violent. La première est la sensibilisation de masse des populations des zones de mise en œuvre du projet. La seconde est le plaidoyer, réalisé dans les villages cibles du projet des provinces du Lac et du Hadjer Lamis. La dernière est constituée des sessions de formations sur le leadership féminin, la connaissance des droits des femmes et participation de la femme aux instances de décisions communautaires.

Pour ce qui est du plaidoyer, le partenaire CELIAF a encouragé les autorités administratives, militaires, traditionnelles et religieuses à continuer à s’investir sur l’allègement des pesanteurs socio-culturelles afin de faciliter l’implication de femmes et jeunes filles dans les processus de la paix et de la prévention de l’extrémisme violent.

Dans toutes les localités, les participants ont marqué leur disponibilité à accompagner la mise en œuvre des activités. Au total 191 autorités et leaders communautaires dont 54 femmes, ont pris part aux séances de plaidoyer. **NB :** *Dans la configuration actuelle des autorités locales et traditionnelles, le nombre 54 sur 191 de femmes est plutôt un bon indicateur que de plus en plus de femmes sont prises en compte même au niveau des autorités locales et traditionnelles.*

Dans le cadre des activités de sensibilisations de masse en vue de la prévention de la féminisation de l’extrémisme violent, les partenaires PILC et CELIAF ont renforcé les capacités des femmes sur les thèmes clés du projet. A leur tour, les femmes formées mèneront des séances de sensibilisation communautaire à grande échelle dans les provinces d’Hadjer Lamis et du Lac. Il est à rappeler que pour appuyer la campagne de sensibilisation, 350 jeunes reporters ont été recrutés dans les provinces du Lac et de Hadjer Lamis(U-Report). Ces activités sont mises en œuvre par les ONG Public Interest Law (PILC) et CELIAF qui sont respectivement les partenaires de mise en œuvre des agences UNICEF et PNUD. En tout, 695 dont 403 femmes personnes ont été directement touchées par ces activités de sensibilisation et seront porteuses de messages auprès des communautés.

En outre, une rencontre de travail avec 11 parajuristes du Hadjer Lamis a été organisée par le partenaire PILC (UNICEF) et a permis de partager les informations sur le projet, d’échanger sur les attentes et de convenir des meilleures stratégies pour favoriser leur engagement.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(Limite de 1 000 caractères)*

Les questions liées au genre et aux besoins spécifiques des femmes et des jeunes sont systématiquement prises en compte dans toutes les interventions de ce projet, et ce dès la phase de développement du projet. Des consultations additionnelles seront organisées avec les femmes et filles ciblées pour comprendre leurs besoins spécifiques et définir les actions prioritaires selon leurs propres perspectives. Ces sessions sont conduites par les plateformes féminines existantes au niveau des villages, lesquelles sont outillées et formées sur la question du genre et de l'égalité entre les sexes sous la coordination des partenaires d’exécution des deux agences que sont la CELIAF et le PILC. Aussi, ces réseaux communautaires mèneront davantage les actions de sensibilisation de proximité sur le genre en ciblant les femmes et les filles en particulier.

**Résultat 2 : Les institutions nationales, les autorités administratives et communautaires s’engagent aux côtés des femmes et des jeunes filles dans la prévention contre l’extrémisme violent et la promotion de la paix et de la cohabitation pacifique dans leurs communautés.**

**Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : On track**

**Résumé de progrès :***(Limite de 3 000 caractères*

***Produit 2.1. Les autorités administratives et leaders communautaires sont sensibilisés et agissent comme des agents catalyseurs de la participation des femmes et des jeunes filles dans leurs communautés****.*

Le dialogue communautaire (intergénérationnel) sur l’égalité du genre, la consolidation de la paix, la masculinité construite et le mentorat a eu lieu entre les organisations des femmes et adolescentes. 308 ménages touchés, soit plus de 7556 femmes, dont 3119 filles sensibilisées par les relais communautaires formés précédemment à travers des projets PBF comme le projet transfrontalier Tchad-Cameroun

Trois (3) rencontres de concertation avec les autorités administratives, militaires, traditionnelles et religieuses ont été organisées au niveau central, provincial et local et ont touché 369 personnes dont 192 femmes dans la province du Hadjer Lamis et du Lac. Elles ont permis aux responsables administratifs et communautaires de mieux comprendre la portée du projet, et plus encore, de s’approprier la planification des interventions et de renforcer leur engagement, une condition essentielle à la réussite du projet et à sa pérennisation.

Durant ces rencontres,14 responsables administratifs et communautaires ont été sensibilisés sur la résolution 1325 et les résolutions connexes, les droits des femmes, l’égalité des genres, la masculinité, le leadership féminin et l’importance de la participation des femmes et jeunes filles dans le développement communautaire.

Aussi, les partenaires de mise en œuvre ont procédé à l’identification des participants puis leur formation sur le leadership féminin, la non-stigmatisation des familles ex-associées aux groupes armés non étatiques, les droits et la participation de la femme aux instances de décisions communautaires, l’équité et la gestion des conflits.

**Produit 2.2. Un dialogue institutionnel est mené avec les ministères concernés, le parlement et les autres institutions, et permet la prise en compte des questions de genre dans les stratégies nationales de lutte contre l’extrémisme violent.**

Du 02 au 04 novembre, s’est tenu la rencontre de plaidoyer et de discussions entre les autorités communautaires, les autorités provinciales et celles du niveau central. Un dialogue institutionnel est mené avec les ministères concernés, le parlement et les autres institutions, et permet la prise en compte des questions de genre dans les stratégies nationales de lutte contre l’extrémisme violent. Et l’atelier a permis de réunir l’administration centrale, l’administration provinciale et le niveau communautaire pour discuter de la contribution de la femme à la paix dans un contexte d’extrémisme violent. Ce thème a permis de faire un plaidoyer pour la prise en compte des documents et stratégies de lutte contre l’extrémisme violent, de présenter la résolution 1325 et de poursuivre la validation de son plan d’action national.

Soixante-trois (63) autorités locales et centrales dont 49% de femmes ont pris part à ces assises dont les conclusions ont permis aux participants de prendre davantage conscience de la problématique de la femme dans les provinces touchées par l’extrémisme violent, de mieux connaitre les instruments nationaux et internationaux qui existent sur le sujet et surtout d’avoir permis aux représentants des communautés de parler directement aux décideurs des ministères clefs comme le Ministère de la femme, de l’économie et de l’administration territoriale. Les femmes participantes à l’atelier ont proposé de créer une cellule de veille pour suivre les recommandations de l’atelier et ont aussi proposé de commencer à réfléchir elles -mêmes sur la suite des activités à partir du second semestre de 2022.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1 000 caractères*)*

**A compléter**

**Résultat 3 : L’autonomisation et la résilience des femmes et jeunes filles renforcées, favorisent leur engagement dans la vie politique et socio-économique.**

**On track**

**Résumé de progrès :***(Limite de 3 000 caractères)*

**Produit 3.1 : les femmes et jeunes filles ont accès à un paquet de services répondant à leurs besoins**

L’élaboration des termes de références pour le recrutement des travailleurs sociaux, des médecins et psychologues ainsi que le gestionnaire de données, a été finalisé. Ces derniers seront déployés à Mani (Hadjer Lamis) et à Fourkouloum (Lac).

La prévention et la réponse aux victimes des VBG constitue l’une des interventions phares de ce projet. Des espaces sécurisés seront construits à partir de février 2022 dans le Hadjer Lamis et le Lac pour assurer une prise en charge holistique des femmes et adolescent/es survivant(e)s des VBG. La prise en charge et l’accompagnement des survivants sera réalisée par des travailleurs sociaux spécialement recrutés et formés à cette fin. Par ailleurs, le partenaire de mise en œuvre fera recours aux médecins légistes et psychologues pour la prise en charge et l’accompagnement des survivants ayant des besoins spécifiques. Le suivi et la supervision des interventions de prise en charge dans les espaces sécurisés seront effectués au quotidien par un gestionnaire de cas/données

**Produit 3.2 : Les compétences des femmes et jeunes filles sont renforcées pour leur autonomisation économique**

En aout et septembre, une campagne de plaidoyer après des personnes influentes sur le terrain a permis de baliser le terrain pour un accès aux bénéficiaires. 118 personnes influentes dont 36 femmes à Massakory et 73 dont 18 femmes au Lac. A l’issu de cette campagne, 357 femmes (201 au Hadjer-Lamis et 150 au Lac) ont été identifiées comme bénéficiaires des différents programmes, dont le programme de cash rotatif pour appuyer l’économie et contribuer à occuper les femmes afin de les décourager à suivre les groupes extrémistes.

La lutte contre la féminisation de l’extrémisme violent passe par le renforcement de la résilience de cette couche victime de la pauvreté. Aussi, le développement des activités génératrices de revenus demeure l’un des moyens efficaces pour renforcer la résilience. C’est à ce titre que le projet a prévu un appui technique et financier pour appuyer les activités génératrices à l’endroit des jeunes filles et femmes. Dans ce cadre, une identification des femmes et filles et une évaluation de leurs besoins ont été réalisées en février et leurs capacités renforcées, par les partenaires PILC et CELIAF, sur l’entreprenariat en vue de la mise en place d’un système de transfert monétaire pour combler les besoins immédiats des femmes les plus vulnérables, les appuyer dans le démarrage d’AGR et progressivement bâtir leur résilience aux chocs.

Au total 420 participantes *(dont 200 femmes du Hadjer-Lamis et 220 du Lac)* ont bénéficié de ces séances de formation.

Le but de cette formation est de promouvoir le bien-être économique et l’autonomisation des femmes, en particulier les survivantes des VBG à travers les activités génératrices de revenus.

La formation a permis aux participants de mieux comprendre le rôle et l’importance des AGR et d’obtenir des compétences techniques nécessaires pour identifier, conduire, gérer une AGR et définir une stratégie de suivi et de pérennisation des activités. Les sessions de formation ont été aussi consacré à la transformation des produits locaux. Ainsi dans chaque localité, les participantes ont identifié les produits locaux susceptibles d’être transformés et conservés en vue de leur vente sous forme de produits finis ou semi-finis.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1 000 caractères*)*

**Résultat 4:** N/A

N/A à développer au prochain rapport avec le déroulement de plus d’activités.

**Résumé de progrès *:*** *(Limite de 3000 caractères)*

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1 000 caractères*)*

N/A

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi :** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)RAS | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? OUIMais une partie des données de références sont en cours d’identification par le cabinet recruté à cet effet. Les résultats de cette étude de référence seront relevés dans le prochain rapport.  |
| **Évaluation :** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport ?RAS | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 30 000 $  |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donateur : Montant ($) :N/A.  |
| **Autre** : Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires ? (Limite de 1500 caractères) | L’accord de partenariat entre l’UNICEF et l’ONG partenaire PILC a été signé en octobre 2021. Le démarrage des activités est prévu début décembre.  |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés à la COVID-19.

Aucun ajustement financier n’a été fait ($ 0)

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

La COVID-19 n’a pas eu d’incidence nécessitant des ajustements financiers mais plutôt un impact sur la mise en œuvre des activités dans un contexte de levée progressive des mesures restrictives mises en place par le gouvernement pour lutter contre la propagation de la maladie (interdiction de regroupement de plus de 50 personnes et limitations des déplacements entre les provinces).

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

[ ]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[ ]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[ ]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[ ]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser) :

N/A

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liée à la pandémie, etc.*)

N/A

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS :**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

| **Résultats** | **Indicateurs** | **Base de données** | **Cible de fin de projet** | **Étapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1: Les femmes et les jeunes filles ont davantage de connaissances sur leurs droits, les méthodes d’approche et de recrutement de Boko Haram et s’engagent contre l’enrôlement volontaire dans l’extrémisme violent** | Indicateur 1.1 : Indicateur 1 : Les femmes et les jeunes filles sont découragées des enrôlements à Boko Haram % des femmes et jeunes qui ont une perception négative d’être enrôlées par Boko Haram.  Indicateur 1 b : # des femmes et jeunes filles engagées dans la lutte contre l’enroulement volontaire et l’extrémisme violent. | **Niveau de référence : 0**  | **Cible : 16 000**  **Cible : 1 080 femmes et jeunes filles** | 0 0 | 895458 femmes et jeunes filles  | La situation politico-sécuritaire héritée de la période électorale et de la mort du défunt président Idriss Deby Itno a retardé le processus de contractualisation avec les partenaires de mise en œuvre, qui ont été obligés de limiter ou d’interrompre temporairement leurs mouvements en raison de l’insécurité. La situation sécuritaire de mai à juillet est restée très volatile dans les zones du projet. Le processus de contractualisation n’a repris qu’en août.La mise en place le 2 mai du Gouvernement de transition a engendré un changement et de nouvelles affectations de certains cadres des Ministères concernées et des Délégations Provinciales de l’Action Sociale impliquée dans le projet, ce qui a entraîné le retard du démarrage du projet.  |
| Produit 1.1 : Les méthodes d’approche et de recrutement du groupe Boko Haram et les droits humains sont connues par les femmes et les jeunes filles  | Indicateur 1.1.1: Rapport d’étude sur les méthodes d'approches et de recrutement de Boko Haram# des femmes et filles qui citent au moins 3 méthodes d’approches et de recrutement de Boko Haram. | **Niveau de référence :****0** | Cible : 01 | 0 | 1 rapport | Le rapport est produit, disponible et donne une information sur les méthodes de recrutement du groupe Boko Haram. Ces informations sont exploitées dans le cadre des sensibilisations de masse de la population, pour une prise de conscience.  |
| Indicateur 1.1.2 a) : Nbre des femmes et jeunes filles formées et sensibilisées qui participent aux sensibilisations et mobilisations sociales sur la prévention. |  | Cible : 1 800 femmes et jeunes filles formées - 16 000 femmes sensibilisées   | 0 | 420 femmes et adolescentes formées |  |
| Indicateur 1.1.4 a) U-Report utilisé comme outil de prévention d’extrémisme violent | Niveau de référence :2 sondages U-Report organisés911 U-Reporters dans les provinces du Lac et Hadjer Lamis. | Cible : 3 sondages organisés sur les thèmes en lien avec l’extrémisme violent3 000 (dont 2 400 filles) nouveaux U-Reporters recrutés et participent aux activités de promotion de la paix dans les 2 provinces | 0 sondageDe février à Juin 2021, 350 jeunes Reporters ont été recrutés dans les provinces du Lac et de Hadjer Lamis. Les sondages et les Infos centers qui seront organisés permettront à l’ensemble de 924 U-Reporters de ces deux provinces de mieux faire la promotion de la paix dans leurs localités respectives.   | 0 |  |
| **Résultat 2 : Les institutions nationales, les autorités administratives et communautaires s’engagent aux côtés des femmes et des jeunes filles dans la prévention contre l’extrémisme violent et la promotion de la paix et de la cohabitation pacifique dans leurs communautés** | Indicateur 2.1 % des autorités traditionnelles et administratives engagées dans l’appui des femmes à la participation pour un développement local  |  | Cible : 80 % des 200 autorités traditionnelles et administratives formées s’engagent dans l’appui des femmes à la participation pour un développement local. | 0 | 30% |  |
| Produit 2.1. Les autorités administratives et leaders communautaires sont sensibilisés et agissent comme des agents catalyseurs de la participation des femmes et des jeunes filles dans leurs communautés. | Indicateur 2.1.1 Indicateur 2.1.1: % des leaders administratifs, traditionnels et militaires qui sont engagés pour la participation des femmes et des jeunes filles dans les structures de décision. | Niveau de référence :0 | Cible : 40% des leaders communautaires, religieux, et administratifs enquêtés sont engagés pour la participation des femmes et des jeunes filles dans les structures de décision. | 0 | 60%,  | Des rencontres de concertation avec les autorités administratives et communautaires ont été organisées à Mani dans la province du Hadjer Lamis entre septembre et octobre 2021 dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Les leaders traditionnels et les autorités administratives ont plébiscité ces rencontres qui ont enregistré plus de personnes que prévu. 695 personnes.  |
|  Indicateur 2.1.1: % des leaders administratifs, traditionnels et militaires qui sont engagés pour la participation des femmes et des jeunes filles dans les structures de décision. | Niveau de référence : 0 | Cible : 50% des femmes enquêtées témoignent être acceptées et intégrées dans leur communauté. | 0 | 30% |  |
|  Indicateur 2.1.2: % des femmes/familles ex-associées à Boko Haram qui témoignent être acceptées et intégrées dans la communauté | Niveau de référence : 0 | Cible : 40%(135 femmes/familles à ex-associés) | 0 | 20% | Compte tenu des stigmatisations et de leur statut juridique qui tardent à être clairement définis, il est difficile d’obtenir les témoignages des femmes ex-associées à Boko Haram.  |
| Indicateur 2.1.2 a) : Nombre de femmes et d’hommes ayant été formés pour la sensibilisation sur l'égalité de genre et la consolidation de la paix | Niveau de référence : 0 | Cible : 140 participants dont 75% de femmes | 0 | 245 femmes formées à la sensibilisation.7 756 femmes sensibilisées.  | LA sensibilisation a eu lieu 7 756 femmes touchées dans 378 ménages au Lac et Hadjer Lamis.  |
| Indicateur 2.1.2 b) : % des membres des communautés qui dénoncent les méfaits de l’extrémisme violent et évoquent leur démotivation pour être recrutés par Boko Haram |  | Cible : 30% des personnes enquêtées dénoncent les méfaits de l’extrémisme violent et leur démotivation pour un recrutement soit 80 % des femmes et adolescentes | 0 | 0% |  |
| Indicateur 2.1.3 a) : Nombre de femmes et d’hommes ayant participé aux dialogues et émissions radios sur l’Égalité du genre et la consolidation de la paix, la masculinité et le leadership. |  | Cible : 4 émissions radios 140 participants aux dialogues communautaires et intergénérationnels dont 75% de femmes | 0 | 110 |  |
| Indicateur 2.1.4 a) : Nombre de plates-formes opérationnelles qui organisent les sensibilisations à la paix.  Indicateur  |  | Cible : 6 plates-formes communautaires opérationnelles | 0 | 0 | Compte tenu des retards pris, cette activité ne sera réalisée qu’à partir de janvier 2022. |
| 2.1.4 b) % de femmes contribuant aux instances de décision. |  | Cible : 30%   | 0% | 10% | Ce pourcentage reste très faible en milieu communautaire. |
| Produit 2.2. Un dialogue institutionnel est mené avec les ministères concernés, le parlement et les autres institutions, et permet la prise en compte des questions de genre dans les stratégies nationales de lutte contre l’extrémisme violent.  | Indicateur 2.2.1 : Indicateur 2.2.1: Existence et fonctionnement du cadre de dialogue |  | Cible 1 cadre de dialogue fonctionnel | 0 | 1 | Un atelier de consultation a eu lieu en octobre regroupant les différentes autorités centrales et provinciales. Les concertations vont se poursuivre. La STREV a été présentée, ainsi que la Résolution 1325 du CSNU.  |
| Cible : 1 cadre de dialogue fonctionnelIndicateur 2.2.2 : Indicateur 2.2.2: Nombre de plaidoyers fait et de documents stratégiques prenant en compte l’extrémisme violent | 0 | Cible : OUI Cible : 1 cadre de dialogue fonctionnel | 0 | 1 |  |
| 0 | Cible : 120Cible : 02 plaidoyers organisés et 01 document stratégique | 0 | 0 |  |
| **Résultat 3: L’autonomisation et la résilience des femmes et adolescents renforcées favorisent leur engagement dans la vie socio- politique et économique** | **I**ndicateur 3 a) Nombre de femmes et de jeunes filles ayant accès à un paquet de services répondant à leurs besoins. | Niveau de référence : 0 |  | 0 | 0 | Les activités préparatoires sont en cours. |
| Indicateur 3 a : Nombre de femmes et de jeunes filles autonomes et engagées pour la lutte contre l’extrémisme violent.  Indicateur 3 b : % de femmes et de jeunes filles engagées dans des structures socio-politico-économiques |  | Cible : 450Cible : 80 % des femmes et filles enquêtés témoignent de leur désengagement pour être enrôler par Boko Haram. | 0% | 0% | Les activités préparatoires sont en cours. 357 femmes déjà formées.  |
| Produit 3.1 : les femmes et jeunes filles ont accès à un paquet de services répondant à leurs besoins | Indicateur 3.1.1: Nombre de jugements supplétifs et actes de naissances délivrés | Niveau de référence : 0 | Cible : 1500 | 0 | 0 | Dans le cadre de la prise en charge spécialisée des survivantes des VBG, l’élaboration des termes de références pour le recrutement des travailleurs sociaux, des médecins et psychologues ainsi que le gestionnaire de données, a été finalisé. |
| Indicateur 3.1.2 : Nombre de référés  | Niveau de référence : 0 | Cible : 50  | 0 | 0 |  |
| Produit 3.2 : Les compétences des femmes et jeunes filles sont renforcées pour leur autonomisation économique  | Indicateur 3.2.1 : Nombre de femmes et jeunes filles formées aux AGRs | Niveau de référence : 0 | Cible : 1000 femmes et jeunes filles formés dans les activités génératrices de revenus |  0 | 0 | Des réunions préparatoires ont été suivies, et les participantes identifiées. Les termes de références pour la formation des femmes sur les activités génératrices de revenus sont élaborés |
| Indicateur 3.2.1 : Rapports d’étude sur le diagnostic des activités économiques porteuses | Niveau de référence : 0 | Cible : 1 | 0 | 01 | Activité réalisée |
| Indicateur 3.2.2: Nombre de femmes formées et équipées pour les métiers porteurs | Niveau de référence : 300 | Cible : 450 | 0 | 420 |  |
| Indicateur 3.2.3 a) Nombre de femmes soutenues pour la réalisation des AGRs  | Niveau de référence : 0 | Cible : 450 | 0 | 320 |  |
| Indicateur 3.2.3 b) Nombre de femmes ayant reçu le cash modulable. | Niveau de référence : 0 | Cible : 450 | 0 | 320 | Activité en cours de réalisation. |
| Résultat 4 : Coordination du projet | **Indicateur**: Nombre de femmes et adolescentes ont des connaissances améliorées sur leurs droits; |  | Cible : 1 000 | 0 | 695 |  |